

POSITIONNEMENTS CLÉS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Troisième Forum Mondial du
Développement Economique Local
13-16 Octobre 2015, Turin



L'objectif de cette note est de présenter les messages et positionnements clés des gouvernements locaux et régionaux en matière de développement économique local, sur la base du document d'orientation réalisé par la FCM, FAMSI et CGLU.

SOMMAIRE



ARGUMENTAIRE PRINCIPAL



MESSAGES POLITIQUES CLES

- 01. LES AUTORITÉS LOCALES JOUENT UN RÔLE DE CHEF DE FILE DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE**
- 02. LES GOUVERNEMENTS LOCAUX PROMEUVENT LES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL ET SONT CRÉATEURS D'EMPLOIS**
- 03. UN RÔLE CLÉ DANS LA PRISE EN COMPTE DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE**
- 04. LES VILLES INTERMÉDIAIRES ONT UN RÔLE CRUCIAL DANS LE RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE ZONES URBAINES ET RURALES**



ELEMENTS CLES DU PLAIDOYER

LES PROCHAINES ETAPES VERS UNE PLUS GRANDE RECONNAISSANCE DU POTENTIEL DU DEL POUR LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE





« Nous aurons besoin, pour la mise en œuvre de mécanismes au niveau international, de la reconnaissance des gouvernements locaux et régionaux comme des sphères de gouvernement spécifiques, et comme des acteurs clés du développement. »

KADIR TOPBAŞ

Président de CGLU et Maire d'Istanbul

« Les citoyens ont besoin de gouvernements locaux qui répondent à leurs besoins spécifiques ; une réponse que les autres niveaux de gouvernements ne leur fournissent pas. Ce n'est pas l'heure d'affaiblir les gouvernements locaux. C'est à l'inverse l'heure de renforcer leurs capacités. »

FRANCISCO TOAJAS MELLADO

Président du Groupe de Travail de CGLU sur le Développement Economique Local et Maire de Las Cabezas de San Juan



I. ARGUMENTAIRE PRINCIPAL

Le développement économique local (DEL) permet de créer de la croissance et des emplois à travers une approche participative. Cela fait référence aux **dynamiques économiques favorables que l'on observe sur des territoires précis.** Au niveau mondial, le développement économique local contribue à créer une économie locale diverse, relativement robuste face aux perturbations des systèmes financiers internationaux.

Le défi majeur pour les gouvernements locaux et régionaux est d'accroître et de diversifier leur base productive. De nos jours, les principales attentes des électeurs concernent la création et la préservation des emplois.

L'implication, en tant que décideurs, des gouvernements locaux et régionaux en termes de planification, de mise en œuvre et de coordination de stratégies de développement économique local est essentielle afin de promouvoir un développement économique durable, et cette qualité doit être reconnue par la communauté internationale.

Les gouvernements locaux et régionaux (GLR) sont la garantie d'une « **gouvernance de proximité** » ; ils sont l'**échelon idéal** pour comprendre et répondre aux besoins et aux défis économiques auxquels les citoyens et les communautés doivent faire face. Or, ils ne disposent pas des ressources nécessaires pour exercer ces missions. Les gouvernements nationaux et supranationaux ainsi que la communauté internationale doivent s'assurer que les **financements adéquats** sont transférés

aux gouvernements locaux, pour que ceux-ci puissent mettre leurs compétences, leurs ressources et leurs réseaux au service du développement économique.

Des gouvernements locaux et régionaux habilités, bien gouvernés et efficaces sont nécessaires pour assurer un développement économique à la fois inclusif et durable, garantissant des niveaux de vie décents pour l'ensemble des citoyens. Or, la contribution des gouvernements locaux et de leurs associations envers un développement durable et plus efficace ne peut être effective que si ces-derniers ont la capacité nécessaire pour assurer ce rôle.

Les gouvernements nationaux doivent fournir des mandats clairs aux gouvernements locaux et régionaux en matière de DEL, et s'assurer que les autorités locales et leurs équipes disposent des formations et des ressources financières nécessaires pour les mener à bien.

Les économies extractives et spéculatives, motivées par le profit, tel que l'immobilier, **ne prennent souvent pas en compte les contextes spécifiques de chaque territoire,** et stimulent l'investissement sans générer en parallèle de création d'emplois ou d'autres externalités sociales. Les politiques pluri-gouvernementales doivent permettre aux gouvernements municipaux d'exercer plus de contrôle sur les acteurs financiers (par exemple au travers de redevances, ou de compensation au territoire), et par là-même de les impliquer dans une planification stratégique à long-terme.

EXEMPLE: LA CONSTRUCTION DE COMPLEXES IMMOBILIERS QUI NE RENCONTRENT PAS DE DEMANDE EN CHINE OU EN ESPAGNE

Si l'investissement dans l'industrie de la construction n'est pas tiré par la demande, cela peut impliquer des impacts sociaux et économiques négatifs.

5 millions de propriétés ont été construites en Espagne entre 2000 et 2010, soit une hausse de 25% du stock de logement. Or, en 2012, 3,4 millions d'habitations étaient inoccupées - une hausse de 10% en une décennie.

Sources: Barbara Speed, "Europe's post-crash ghost towns", City Metric, 2015 et Billy Ehrenberg, "3.4 million empty homes, falling prices and foreign money: the Spanish housing crisis by numbers", El País, 2014

A Chenggong, Chine, en 2010, on comptabilisait plus de 100 000 nouveaux appartements inoccupés.

Le taux d'inoccupation des propriétés isolées de faible valeur est proche de 17%.

Sources: Rapport de Holly Krambeck, Banque Mondiale, 2010 et Yifei Chen "Chasing ghosts: Where is China's next wave of empty 'new towns'?", 2015

ESPAGNE

5 MILLIONS DE PROPRIÉTÉS ONT ÉTÉ CONSTRUITES ENTRE 2000 ET 2010

3,4 MILLIONS D'HABITATIONS ÉTAIENT INOCCUPÉES EN 2012



CHENGGONG, CHINE

+ 100.000 NOUVEAUX APPARTEMENTS INOCCUPÉS, 2010

II. MESSAGES POLITIQUES CLES

01. LES AUTORITÉS LOCALES JOUENT UN RÔLE DE CHEF DE FILE DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

Ce sont sur les **territoires** que les entreprises prospèrent, et que les autorités locales sont responsables des services publics de base – routes, eau et assainissement, utilisation des sols, gestion des déchets, technologies de l'information et de la communication – qui constituent des prérequis essentiels à toute activité économique.

Les autorités locales sont responsables d'un territoire spécifique, et sont **au centre de la coordination entre les différents acteurs locaux**. Elles sont les mieux placées pour jouer à la fois le rôle d'initiateur et celui de catalyseur au sein de l'ensemble des acteurs :

Chambres de commerce, petites et moyennes entreprises, syndicats, fabricants, ONG, entreprises, partenaires internationaux du développement.

Les gouvernements locaux peuvent influencer et soutenir la dynamique des marchés en agissant sur la production et la consommation. Les économies vertes et l'innovation, qui sont reliées à la production et à la consommation locale, sont plus indépendantes des marchés mondiaux et facilitent la mise en place de conditions financières favorables.



« Le développement économique local est une façon de territorialiser le développement. Il est nécessaire de passer de la typographie à la topographie. »

JEAN-PIERRE ELONG MBASSI
Secrétaire Général de CGLU Afrique

02. LES GOUVERNEMENTS LOCAUX PROMEUVENT LES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL ET SONT CRÉATEURS D'EMPLOIS

Les autorités locales sont les acteurs principaux dans la création d'un **environnement stable et sûr** pour le secteur privé afin qu'il puisse prospérer, grâce à des services de base efficaces, y compris les technologies de l'information et de la communication (TIC), et avec une réglementation transparente, gérée efficacement avec une bureaucratie minimale.

Les gouvernements locaux et régionaux fournissent une large variété de **de soutiens positifs** aux entreprises locales, notamment à travers la délivrance de permis et de licences,

la rétention ou l'expansion d'entreprises, des politiques de groupements d'intérêts économiques et des incubateurs en faveur de l'entrepreneuriat.

Les gouvernements locaux et régionaux sont d'importants employeurs, étant donné que la fourniture de services publics et les services d'administration requièrent d'importantes ressources humaines. De plus, ils contribuent à réglementer les procédures de passation de marchés en les rendant conformes aux normes du travail.

« Les opérations de petite échelle et le secteur informel constituent d'importantes sources d'emplois et d'innovation. Nous devons changer de priorité : il ne s'agit plus de générer plus de gains financiers et plus de risque. Il s'agit d'investir davantage dans les territoires et de générer plus d'emplois. »

NOMVUZO SHABALALA

Maire Adjointe de eThekweni Municipality, Durban et Co-Présidente de la Commission de CGLU sur la Planification Urbaine Stratégique



II. MESSAGES POLITIQUES CLES

03. UN RÔLE CLÉ DANS LA PRISE EN COMPTE DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE

Les activités d'économie informelle ont lieu dans des contextes essentiellement urbains. Le secteur informel contribue au développement de la ville et de ses habitants, à travers la productivité et la génération de revenus. L'expérience montre qu'il est souvent préférable de reconnaître et de tolérer l'existence du secteur informel, en particulier lorsqu'il s'agit d'inclure les citoyens les plus pauvres dans le système public.

De nombreuses autorités locales au Nord et au Sud doivent faire face à de nouveaux défis alors que leurs habitants développent de nouvelles formes de subsistance à travers une économie collaborative, non réglementée.

Les villes doivent ainsi trouver des moyens de soutenir ces nouveaux systèmes économiques et entrepreneurs d'un nouveau genre, dans l'objectif de les intégrer progressivement dans le système de l'économie formelle.

Les autorités locales jouent un rôle central dans **l'inclusion des acteurs de l'économie informelle dans les processus de planification du développement économique local, ainsi que dans les systèmes d'assistance sociale.** Elles offrent un soutien direct aux travailleurs informels, tels que les migrants et les réfugiés, qui sont souvent marginalisés, exclus des services de santé et d'éducation du fait de leurs origines ou de leur manque de compétences.

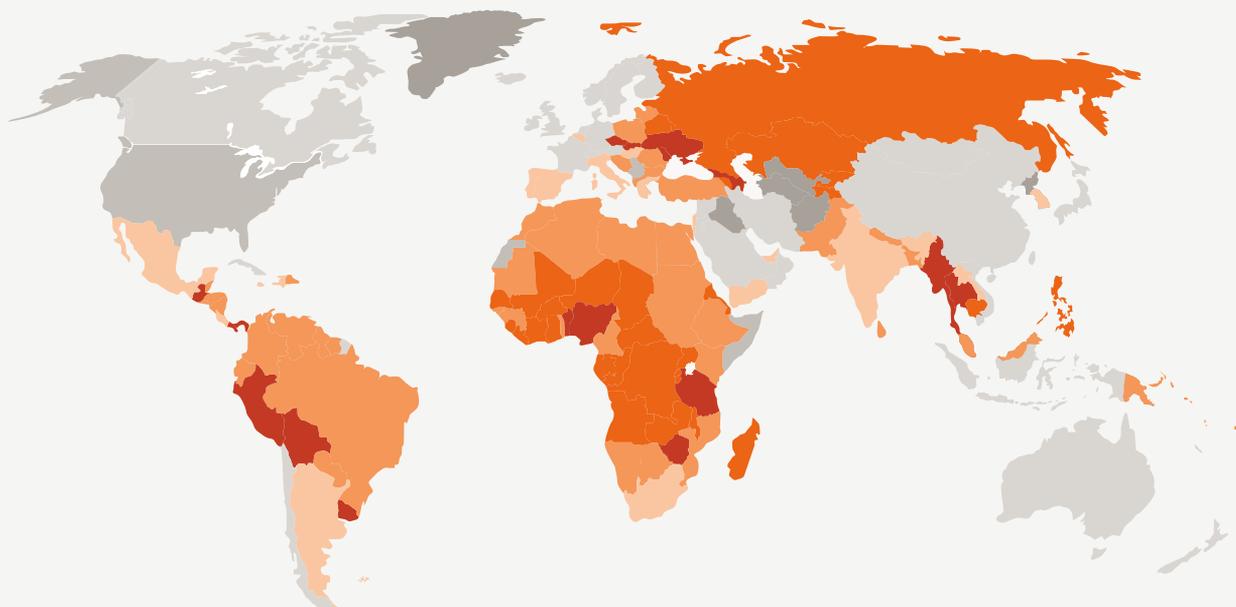


« En situation d'extrême pauvreté, à quoi s'apparente un travail décent ? Dans un tel contexte, la fabrique sociale devrait être davantage valorisée. »

LAURA MARTÍNEZ

Secrétaire de l'Action Sociale, Mairie de Pasto

TAILLE DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE DANS CHAQUE PAYS, EN POURCENTAGE DU PIB



0-10% 10-20% 20-30% 40-50% 50-60%+ DONNÉES NON DISPONIBLES

Source: Friedrich Schneider et.al "New Estimates for the Shadow Economies All Over the World," International Economic Journal, 2010



II. MESSAGES POLITIQUES CLES

04. LES VILLES INTERMÉDIAIRES ONT UN RÔLE CRUCIAL DANS LE RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE ZONES URBAINES ET RURALES

Les gouvernements locaux et régionaux, et les **villes intermédiaires en particulier, occupent une place de choix pour travailler conjointement avec les territoires ruraux, les communautés et les travailleurs** afin de promouvoir un travail décent et renforcer les échanges entre les **zones agricoles et les centres économiques**.

En construisant des partenariats avec les acteurs ruraux, les gouvernements locaux **favorisent la production alimentaire locale** et les investissements dans les services

en zones rurales, tels que des systèmes d'irrigation.

La production et la consommation régionales sont facilitées par les **marchés alimentaires, qui sont des espaces publics essentiels**. Les villes peuvent aussi, à travers la mise à disposition de terrains (ou de réglementations) pour des pratiques d'agriculture urbaine et de jardinage, favoriser indirectement la production à petite échelle de cultures diversifiées, essentielles pour une nutrition saine.

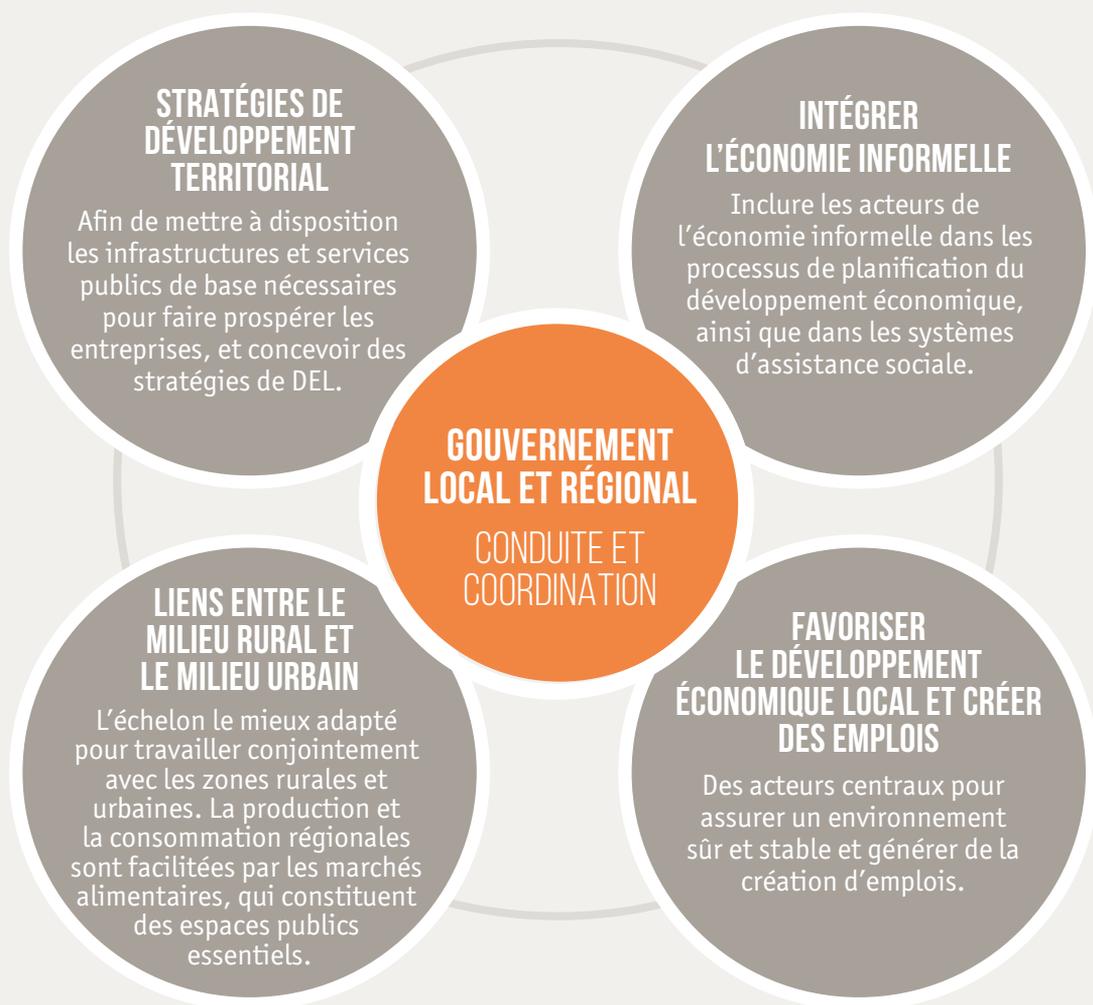
« Combiner une stratégie pour les villes intermédiaires et le développement économique local est la seule solution pour sauvegarder l'économie de proximité et ses emplois au travers de l'économie locale. »

MOHAMED SEFIANI

Maire de Chefchaouen et Président du Groupe de Travail de CGLU sur les Villes Intermédiaires



LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX



III. ELEMENTS CLES DU PLAIDOYER

LES PROCHAINES ETAPES VERS UNE PLUS GRANDE RECONNAISSANCE DU POTENTIEL DU DEL POUR LA MISE EN OEUVRE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

01. RECONNAÎTRE L'APPORT FONDAMENTAL DE LA PLANIFICATION URBAINE STRATÉGIQUE POUR LE DEL

Le processus de **planification stratégique commence par dresser un état des lieux général de l'environnement régional, national et local**, des acteurs présents, de leurs connaissances et de leurs atouts, ainsi que des opportunités et des défis posés par le territoire. Il doit aussi prendre en compte les besoins de la communauté et le recours possible à des ressources externes.

La planification urbaine stratégique, telle qu'elle est conçue au niveau local et régional, permet le développement de **nouvelles formes de coopération** avec le secteur privé, ainsi que pour les synergies de ressources à travers la mutualisation de la fourniture des services. Cela permet aussi de renforcer le capital social de la communauté.

Le renforcement de la coopération pluri-acteurs est essentielle pour fournir un cadre d'investissement réglementé, transparent et efficace sur les territoires, ainsi que pour faciliter le commerce et les échanges entre les acteurs locaux et les échelons régional et international.

Les Agences ou les Bureaux de Développement Economique Local, créés à l'initiative des gouvernements municipaux et des autres acteurs du territoire, ont un rôle clé pour cartographier les actifs de l'ensemble des acteurs dans le processus de planification.

02. RENFORCER LES CAPACITÉS FINANCIÈRES DES AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES

La grande majorité des autorités locales ne disposent pas des moyens et des ressources financières nécessaires pour financer leurs stratégies de développement économique local.

Certains instruments sont mis à la disposition des gouvernements locaux, tels que les incitations fiscales, les investissements de capitaux privés, et les instruments innovants et alternatifs de financement comme les mécanismes de coentreprise, les concessions, l'émission d'obligations municipales, ou les institutions de microfinance.

Le système financier devrait davantage s'ouvrir au niveau local, fournissant aux gouvernements les ressources nécessaires pour soutenir les entreprises de petite taille.

Pour ce faire, les Etats et la communauté internationale doivent **reconnaître le potentiel du DEL** et s'assurer que les autorités locales **disposent de ressources financières durables et pérennes.**

03. RENFORCER LES CAPACITÉS TECHNIQUES ET INSTITUTIONNELLES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

Pour rendre les stratégies de développement économique local opérationnelles, il est nécessaire de créer de structures de gouvernance stables et d'assurer la bonne gestion des institutions aux niveaux local et régional. Cela peut se faire par **l'approfondissement des processus de décentralisation sur l'ensemble du globe**.

La création **d'agences autonomes ou semi-autonomes**, spécialisées dans le développement économique local, peut garantir la participation de l'ensemble des acteurs impliqués, y compris les communautés et les citoyens, dans le développement de stratégies de DEL et dans leur mise en œuvre.

Assistance technique, en particulier Sud-Sud et dans le cadre de la coopération triangulaire,

peut constituer une solution pour les autorités locales les moins expérimentées en matière de développement économique local. En travaillant avec une forte valorisation des connaissances et des compétences locales, et en respectant les diversités locales, les partenaires internationaux du développement sont parmi les mieux positionnées pour fournir une assistance technique, sous la forme d'ateliers ou de missions d'études, à destination des acteurs clés du DEL d'une communauté ou d'un territoire.

Le développement de **systèmes de gestion des connaissances et d'échanges entre pairs** peut permettre le renforcement des capacités institutionnelles et renforcer le leadership local.



« Nous serons seulement en mesure d'atteindre un réel développement local que lorsque nous pourrons garantir que nos communautés disposent de services publics de qualité et d'une infrastructure technologique. Nous devons articuler la science et la technologie avec les connaissances locales et mettre en œuvre des stratégies pour la protection et la préservation de l'environnement. »

ANTONIO BONFATTI
Gouverneur de Santa Fe

« Le développement économique local est un processus de planification en partenariat avec le secteur privé, dont l'objectif est de générer de la croissance à partir des territoires locaux, régionaux et nationaux. Il permet de créer des emplois de qualité et d'améliorer la qualité de vie des habitants en même temps que la compétitivité de l'économie locale. »

MONICA FEIN

Maire de Rosario



« Dans notre économie globale, les entreprises de petite taille peuvent accroître leur importance en créant une dynamique collective. Ces entreprises de petite taille constituent une alternative, et nous permettent de tracer une voie nouvelle pour le futur de la planète. Une nouvelle approche du développement local est nécessaire afin de localiser le développement. »

JOSEP ROIG

Secrétaire Général de CGLU






CGLU

Cités et Gouvernements
Locaux Unis

En collaboration avec la présidence du Groupe du Travail
de CGLU sur le Développement Economique Local

Avec les contributions de



Afrique

Asie-Pacifique

Eurasie

Europe

Amérique Latine

Moyen Orient-
Asie de l'Ouest

Amérique du Nord

Section Métropolitaine

Forum des Régions



Avec le soutien de :  Commission européenne